



À faire la roue devant les patrons, Lepaon perd des plumes

Après le coût de la rénovation de son appartement (105 000 €, plus 45 000 € de mobilier) et de son bureau à Montreuil (62 000 €), Thierry Lepaon aurait donc touché 31 000 € d'indemnités de l'Union régionale CGT de Basse-Normandie, qu'il a quittée pour devenir le leader national de la CGT en mars 2013.

Pour la majorité des salariés, des chômeurs ou des retraités aux prises avec des fins de mois difficiles, ces révélations ont de quoi choquer. Pour de nombreux syndiqués et militants CGT qui voient leur salaire et leur carrière bloqués à cause de leur engagement syndical, voire subissent la répression, il y a de quoi se sentir floué.

Les fausses indignations politiciennes

Mais quand un Manuel Valls en profite pour réclamer « l'exemplarité à tous les niveaux », il ferait mieux de balayer devant sa porte. Le chef du gouvernement « pro-business » déclare être propriétaire d'un modeste F2 à Paris, mais son appartement ferait plus de 200 m² et vaudrait dans les 2 millions d'euros. Des scandales financiers, il en a connu d'autres, et d'une tout autre ampleur avec les amis qu'il avait choisis comme ministres. Comme en ont connu avant lui les gouvernements de droite.

Thierry Lepaon est battu à plate couture par une Marine Le Pen, pourfendeuse des élites mais qui dispose d'une villa à Saint-Cloud (magnifique domaine de 5 000 m²), d'une maison près de Perpignan et de la maison familiale de La Trinité-sur-Mer.

À force d'imiter les gens qu'il fréquente

À côté d'eux, Thierry Lepaon est décidément un petit joueur. Et bien plus petit encore à côté des grands patrons. Les petits privilèges d'un bureaucrate ne valent rien au regard des 16,6 millions annuels d'euros d'Arnaud Lagardère, des 9,7 millions d'euros de Carlos Ghosn, et même de la « modeste » paye d'un Pierre Gattaz (420 000 euros en 2013), chef du syndicat patronal, le Medef.

Et tous ceux-là ont bien profité d'avoir à la tête de

la CGT, comme des autres centrales syndicales, des « *syndicalistes de dialogue* », passant leur vie avec eux autour des tables de négociations et prêts à signer des compromis sur le dos des travailleurs.

L'ancien ouvrier de Moulinex n'a fait qu'imiter ceux qu'il côtoie dans ces sommets sociaux et a fini par être plus préoccupé de ses cravates et du design de son bureau que de la lutte de classe.

Une campagne peut en cacher une autre

Partira, partira pas ? L'avenir de Lepaon à la tête de la CGT est encore en suspens. Mais, pour bon nombre de militants CGT de base, il est désormais clair qu'il ne les représente pas. Pire, que ses petites affaires sont un coup d'épée dans leur dos.

Car, pour tous les ennemis des travailleurs, c'est l'occasion de mener une campagne médiatique contre les syndicats. Une campagne qui sert les intérêts du patronat, à l'heure où celui-ci réclame de « *libérer les entreprises* », de déréglementer le droit du travail, d'en finir avec les 35 heures, de banaliser le travail le dimanche et... de réduire les droits syndicaux dans les entreprises.

La pire des démissions

« *Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat* », avait déclaré Thierry Lepaon à la presse en février 2013. Mais le patronat en réclame bien plus. Tendez-lui la main, il vous mangera le bras...

Alors, que Lepaon démissionne ou pas, qu'il soit débarqué ou pas n'est qu'une question annexe. L'essentiel est de savoir si la direction de la CGT continuera, avec ou sans lui, à démissionner face au combat à mener contre le patronat. L'essentiel est d'en finir avec la politique des hautes sphères syndicales de « dialogue social » et d'accompagnement de tous les reculs sociaux qu'on nous impose aujourd'hui.

Alors oui un syndicat est utile. Seul son contrôle par le plus grand nombre peut empêcher les dérives de son fonctionnement et de son orientation. Il doit être un « outil » pour que les salariés au quotidien puissent se défendre face aux attaques des patrons et des gouvernements.

CG87 : les travailleurs sociaux en lutte

Le 6 octobre, le Conseil Général de la Haute-Vienne (CG87) décide en commission permanente, de supprimer l'aide sociale à l'enfance pour les jeunes en difficulté entre 18 et 21 ans qui n'auront pas été suivis par le CG87 dès l'âge de 15 ans. Mesure discriminatoire (votée à l'unanimité) qui remet en cause le travail social du personnel pour l'insertion de ces jeunes et en jettera à la rue des dizaines dès l'âge de 18 ans. Cette suppression du « contrat jeune majeur » qui concerne près d'une centaine de jeunes en grande difficulté d'insertion, risque d'en faire des laissés pour compte de la société.

Les travailleurs sociaux du CG87 contestent cette décision et sont entrés en lutte le 24 novembre, occupant le Conseil Général le jour même et expulsés par la police le soir. Jusqu'au 5 décembre, ils ont « campé » toutes les journées sur le parvis du CG et y ont organisé leur mouvement, ponctué de deux manifestations en ville.

La Présidente du CG87 (PS), une véritable Thatcher locale, prétexte les baisses de dotations de l'État aux collectivités territoriales pour prendre cette mesure inique qui vise particulièrement les « Mineurs Isolés Étrangers ». Elle refuse toute négociation et dénie aux travailleurs sociaux le droit d'intervenir dans ses décisions. Pourtant, elle jette par la fenêtre des millions d'euros pour l'étude d'une LGV Limoges-Poitiers bien inutile ! Aujourd'hui, elle s'attaque à une frange de la jeunesse, demain à qui le tour ?

Nouvelle manifestation :

vendredi 12 décembre, rendez-vous à 12h 30 sur le parvis du CG 87 (rue F Chénieux).

Soyons nombreux à soutenir leur action.

États-Unis : la police tue en toute impunité

Mardi 2 décembre, Romain Brisbon, un Noir, a été tué par un policier blanc à Phoenix, en Arizona. Il n'était pas armé. Quelques jours plus tôt, c'est un gamin de 12 ans, un autre Noir, qui s'amusait avec une arme-jouet et a été froidement abattu par un autre policier blanc à Cleveland.

Les flics tuent, par racisme, et bénéficient de non-lieux, comme celui qui a tué le jeune Michael Brown à Ferguson ou cet autre qui a étranglé à New York Eric Garner, un père de famille... noir. Relaxés malgré des témoignages et des vidéos accablants.

La colère qui s'exprime dans les rues, de Ferguson à New York, contre l'impunité dont jouissent les flics du régime pourra, peut-être, faire évoluer les choses.

Certes, le pays a aujourd'hui, avec Obama, un

président noir. Mais la discrimination raciale est toujours là, bien présente dans la vie de tous les jours.

La réaction contre les crimes policiers aux Etats-Unis est parfaitement légitime. Elle nous concerne aussi. Car lorsque l'État américain laisse la police manier du flingue contre les populations pauvres des Etats-Unis, c'est pour défendre la domination d'un ordre social profondément inégalitaire qui, partout dans le monde, craint de voir les opprimés se révolter, quelle que soit la couleur de leur peau.

C'est dur d'être patron !

Les patrons en ont marre ! C'est vrai, quoi, ils craignent, ou plutôt feignent de craindre, de ne plus pouvoir user la santé de leurs salariés comme bon leur semble. Et ont donc protesté cette semaine contre la tenue d'un compte-pénibilité. Car, selon eux, ce qui est pénible, ce ne sont pas les conditions de travail qui minent la santé de leurs salariés, mais de devoir les comptabiliser pour des retraites anticipées !

Eh bien, si ça les embête, qu'ils agissent donc plutôt pour supprimer la pénibilité du travail !

Téléthon : générosité des petites gens... et rapacité des trusts pharmaceutiques

Le 28^e Téléthon s'est clos sur plus de 82 millions d'euros de promesses de dons, soit plus que l'an passé. La générosité existe bien dans ce monde.

Mais cette générosité du public est à mettre en regard de la rapacité des trusts pharmaceutiques. Ainsi Sanofi a bénéficié de 125 millions d'euros en 2013 au titre du « crédit impôt recherche ». En retour, la direction ferme des labos, supprime des emplois... et a versé plus de 3 milliards d'euros à ses actionnaires en 2013 !

Souscription Npa

Le Npa ne vit qu'avec les dons des militants et de celles et ceux qui soutiennent ses combats : un anticapitalisme sans compromis avec le système, la défense des opprimés, la lutte pour une société plus juste et plus égalitaire. Pour poursuivre ce que nous défendons, nous demandons le soutien financier du plus grand nombre.

- par chèques (à l'ordre de NPA souscription) :
NPA souscription 2014 – 2 rue Richard Lenoir –
93100 MONTREUIL

- par carte bancaire :

<http://npa2009.org/souscription>